

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2012



MAI 2015

Directeur Général, Directeur de publication
Aboubacar Sédikh BEYE

Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I.	Djibril Oumar LY
Agent Comptable Particulier (ACP)	Alpha Amar NIANG
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I.	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Amadou FALL DIOUF
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouh DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Serge MANEL et Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL et Abdoulaye FAYE
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Momath Cisse
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Mody DIOP
13. TRANSPORT	Bocar KA
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Fahd NDIAYE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE et Maxime Bruno NAGNONHOU
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENGHOR et Daouda BALLE
19. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK
20. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick Cisse et Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

La situation économique mondiale a été morose en 2012, en raison de la persistance des difficultés économiques dans les pays **développés et des remous sociaux qu'elle a entraînés. En sus, le rythme de progression de l'activité économique a faibli dans les pays émergents.** Au total, la croissance économique mondiale est ressortie à 3,2%, après 3,9% en 2011 et 5,2% en 2010, selon les estimations du Fonds Monétaire International.

Toutefois, les économies africaines ont résisté globalement à **l'exception de certains pays comme l'Afrique du Sud plus intégrés au marché international et des pays comme le Mali et la Guinée-Bissau affectés par l'instabilité politique.**

Au niveau national, **l'amélioration des conditions climatiques a permis d'enregistrer un accroissement de la valeur ajoutée agricole. Dans ce contexte, une croissance économique en termes réels de 3,4% a été réalisée contre 1,7% l'année antérieure.** Toutefois, ce rythme de croissance est inférieur à la moyenne de celui des pays africains, en général, et de ceux de l'Afrique de l'Ouest, en particulier.

La suite de ce chapitre sera consacrée à **l'analyse de l'évolution des indicateurs macroéconomiques ainsi que celle des ressources et des emplois du PIB.**

XIX.1. LES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

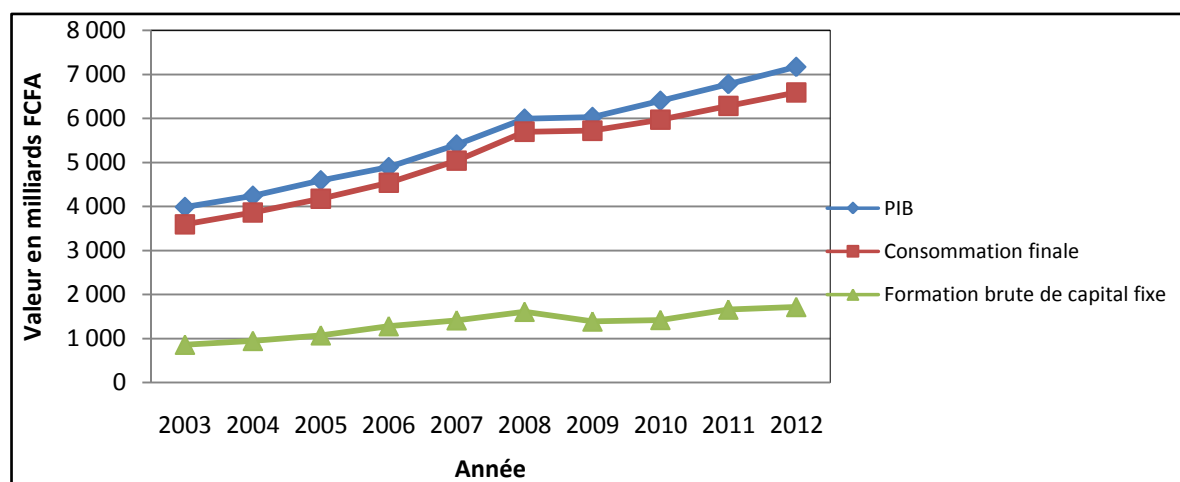
Le produit intérieur brut en termes réels a progressé de 3,4% en 2012, après 1,7% en 2011. Cette évolution est imputable au regain de dynamisme des activités du secteur primaire et à la progression relativement soutenue du secteur tertiaire. En revanche, la valeur ajoutée du secteur secondaire a sensiblement ralenti, par rapport à l'année précédente.

Les tensions inflationnistes observées en 2011 se sont atténuées en 2012, sous l'effet notamment de la diminution des prix du sucre, du tabac, du ciment, des services financiers. A cet égard, le niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, a enregistré une hausse de 2,3% en 2012, après 4,2% en 2011.

Au total, le **PIB nominal s'est établi à 7 172 milliards FCFA en 2012** contre 6 782 milliards FCFA en 2011. Le Revenu national brut disponible (RNBD) qui, en plus du PIB, intègre les flux nets de revenus et de transferts courants entre l'économie sénégalaise et le Reste du monde, s'est établi à 7 901 milliards FCFA en 2012, après 7 494 milliards FCFA en 2011. Ce qui porte le revenu par tête à son meilleur niveau ces dernières années, à savoir 598 212 FCFA, soit environ 1 172 dollars US. Cet accroissement du RNBD a été favorisé par l'augmentation du PIB nominal combinée à une hausse des transferts courants nets (888 milliards FCFA en 2012, après 834 milliards FCFA en 2011) et une réduction du déficit des revenus nets des investissements et du travail (-79 milliards FCFA en 2012 contre -133 milliards FCFA en 2011).

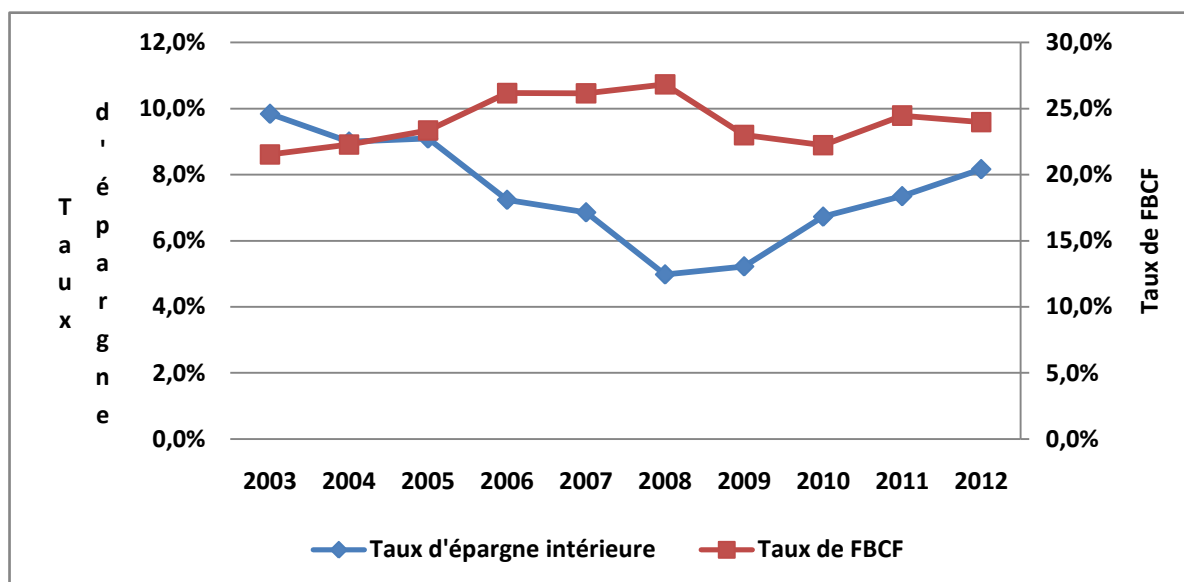
La consommation finale en valeur s'est élevée à 6 586 milliards FCFA en 2012, après 6 284 milliards FCFA en 2011, soit un accroissement de 4,8% en deçà de celui du PIB nominal (+5,8%). En conséquence, le taux d'épargne intérieure s'est bonifié de 0,9 point passant de 7,3% en 2011 à 8,2% en 2012.

Graphique 19.1 : Evolution du PIB, de la Consommation finale et de la FBCF



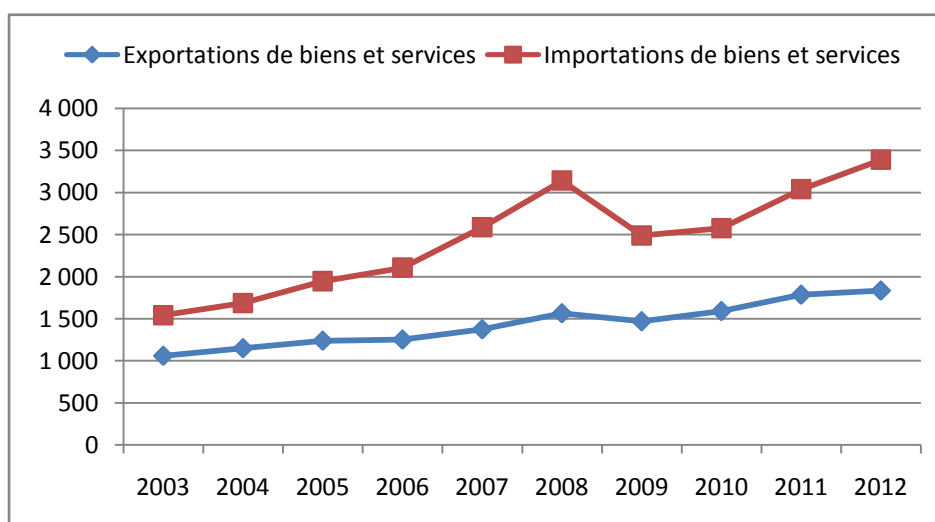
En revanche, le taux d'investissement, approché par le taux de formation brute de capital fixe (FBCF) relativement au PIB, s'est légèrement replié après la forte progression de 2011. Il est évalué à 23,9% du PIB en 2012, contre 24,5% en 2011 et 22,2% en 2010.

Graphique 19.2 : Evolution des taux d'épargne et d'investissement



Le déficit extérieur du compte des biens et services s'est davantage creusé en s'établissant à 1 554 milliards FCFA en 2012 contre 1 254 milliards FCFA l'année précédente, du fait de la hausse de 11,5% des importations en valeur (3 041 milliards FCFA en 2011 à 3 390 milliards FCFA en 2012) concomitamment à une augmentation moindre des exportations de 2,7% (1 787 milliards FCFA en 2011 à 1 836 milliards FCFA en 2012). Le déficit extérieur courant, hors transferts officiels, rapporté au PIB s'est également détérioré (-11,9% en 2012, après -8,9% en 2011), en dépit de l'amélioration du solde des transferts courants privés ainsi que celui des revenus des investissements et du travail.

Graphique 19.3 : Evolution des importations et des exportations

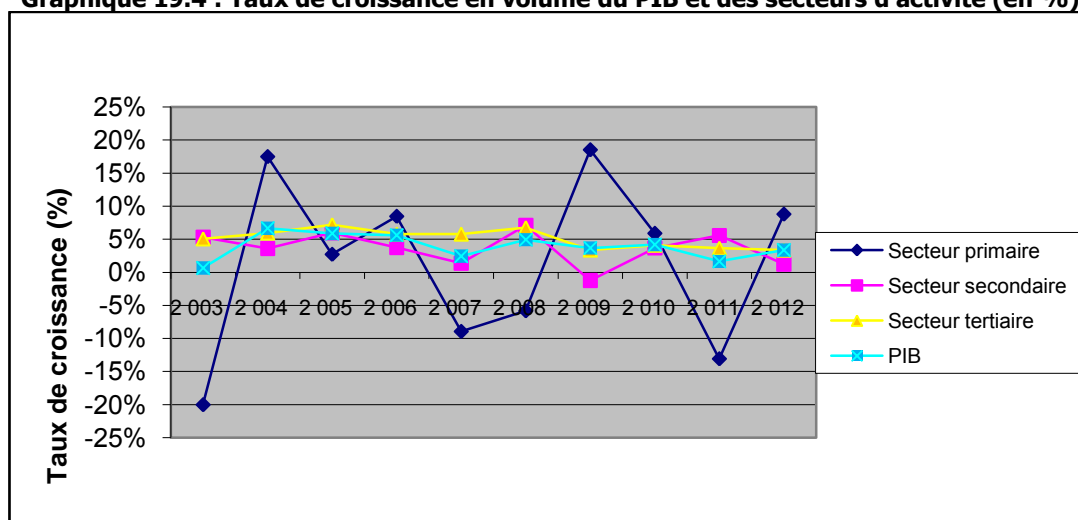


XIX.2. L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XIX.2.1. L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB⁵⁶

L'accroissement de 3,4% de l'activité économique en 2012 a été impulsé par la reprise du secteur primaire dont la croissance s'est établie à 8,8% contre -13,1% en 2011. Le secteur tertiaire est resté dans sa dynamique malgré une légère décélération (3,3%, après 3,6% en 2011). En revanche, le secteur secondaire est ressorti en quasi stagnation (1,3% contre 5,6% en 2011).

Graphique 19.4 : Taux de croissance en volume du PIB et des secteurs d'activité (en %)



En particulier, le sous-secteur agricole a bénéficié de conditions climatiques plus favorables que l'année précédente. Ce qui a servi de catalyseur au phénomène de rattrapage qui s'opère naturellement lorsque l'activité baisse du fait de facteurs exogènes. Cette situation a aussi bien profité aux cultures vivrières comme les céréales qu'aux cultures industrielles telles que l'arachide. A cet égard, les valeurs ajoutées de l'agriculture vivrière et de l'agriculture industrielle et d'exportation ont augmenté respectivement, de 17,4% et 17,9%, en termes réels, contre des baisses de 18,3% et 45,1% l'année précédente.

La valeur ajoutée de la branche *sylviculture et exploitation forestière* est restée dynamique en 2012 en réalisant un taux de croissance de 5,0%, après 4,3% en 2011. La valeur ajoutée de la *pêche* a progressé de 3,1%, contre 0,3% en 2011, en relation avec l'accroissement des débarquements de la pêche artisanale.

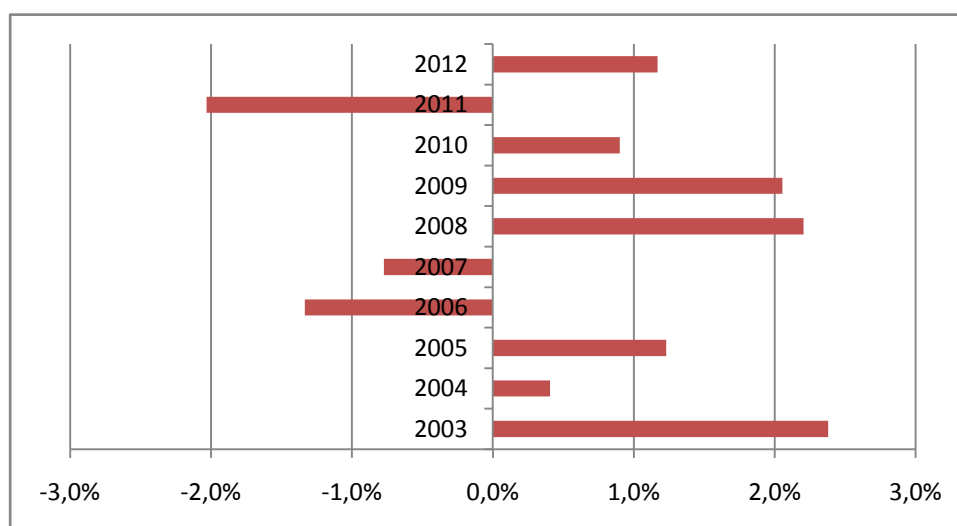
⁵⁶ Cf. tableau 19.2 de l'annexe.

L'augmentation de 7,9% de la valeur ajoutée des *activités extractives* reste une bonne performance bien qu'elle soit en décélération, par rapport à l'année 2011 (9,0%). Ce résultat découle de la progression de la production d'or destinée au marché extérieur et de celle du sable utilisé dans la construction.

La valeur ajoutée de la branche « élevage et chasse » a fléchi légèrement de 0,8% contre un accroissement de 3,6% en 2011, du fait que les activités pastorales ont enregistré une quasi-stagnation.

Globalement, le secteur primaire a apporté une contribution de 1,2 point à la croissance de l'économie en 2012, après avoir contribué négativement à celle-ci de -2,0 points en 2011. Son poids dans le PIB nominal s'est également redressé, passant de 14,8% en 2011 à 16,6% en 2012.

Graphique 19.5 : Contribution du secteur primaire à la croissance économique



Source : ANSD

Au niveau du secteur secondaire, la croissance économique peu élevée (1,3%) s'est réalisée sous l'effet des contreperformances notées dans les branches d'activités suivantes : les *bâtiments et travaux publics (BTP)*, la *fabrication de produits chimiques*, la *fabrication de corps gras alimentaires* ainsi que le *travail de grain et fabrication de produits amylacés*.

L'évolution des BTP a été marquée par le repli de 2,3% des ventes locales de ciment, ce qui s'est traduit notamment par une réduction de 1,2% de la valeur ajoutée⁵⁷ de la *construction* en 2012 contre une hausse de 7,3% en 2011.

⁵⁷ Sauf indication contraire, l'analyse porte sur les valeurs ajoutées en volume, c'est-à-dire aux prix constants de l'année 1999.

La valeur ajoutée de la *fabrication de produits chimiques* a également décliné de **4,9%**, sous l'effet de la diminution de la production d'acide phosphorique qui est passée de 383 386 tonnes en 2011 à 363 171 tonnes en 2012. Cette baisse a été causée par l'arrêt d'une unité de production durant une bonne partie de l'année, en raison d'un problème technique.

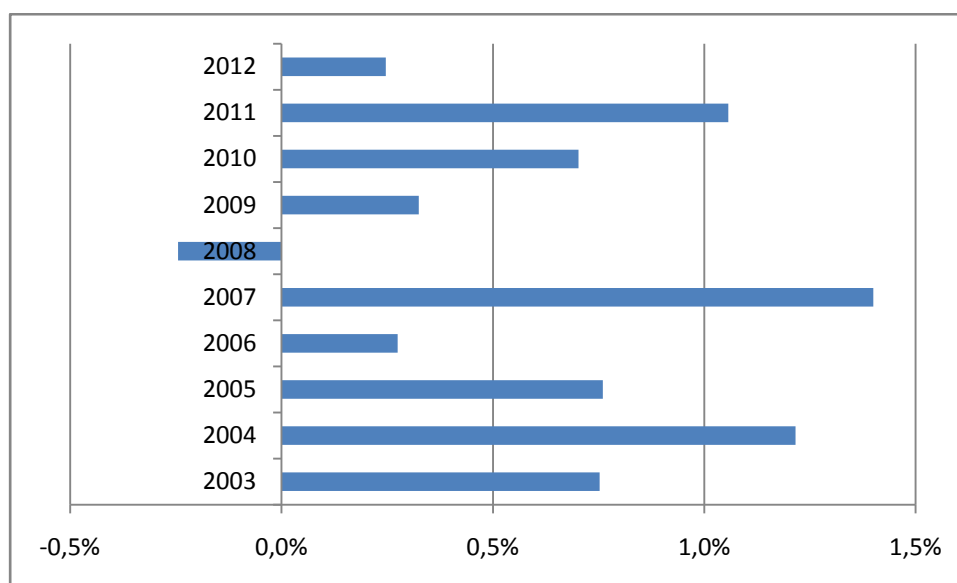
La valeur ajoutée de la *fabrication de corps gras alimentaire* a régressé de 23,6% en 2012, en liaison avec la chute de près de la moitié de la production d'huile brute d'arachide. Celle-ci a été affectée par les mauvaises récoltes d'arachide de la campagne agricole 2011-2012, ainsi que les difficultés d'approvisionnement des huilliers locaux en rapport avec la concurrence des exportateurs asiatiques.

Les productions en quantité de riz décortiqué et de farine de mil ont chuté, respectivement de 28,9% et 32,6%, en rapport avec les faibles récoltes de riz paddy et de mil durant la campagne agricole précédente. Ces évolutions négatives **n'ont pas été suffisamment compensées par l'augmentation de la production de farine de blé et d'aliments pour animaux. Au total, la valeur ajoutée de la branche *travail de grains, fabrication de produits amylacés* s'est repliée de 4,6%.**

Les augmentations des valeurs ajoutées des branches « *électricité, gaz, eau* » (5,6% contre -2,7% en 2011) et « *raffinage de produits pétroliers* » (13,5% contre 19,9% en 2011) ont atténué la contreperformance du secteur secondaire. En effet, la **fourniture d'électricité s'est améliorée avec la poursuite de la mise en œuvre du plan de restructuration du secteur de l'énergie. Au titre du raffinage des produits pétroliers, l'approvisionnement régulier de la Société Africaine de Raffinage (SAR) en matières premières, dans le cadre du plan ci-avant cité, a contribué à maintenir le dynamisme de cette activité. En outre, la production d'eau potable s'est accrue durant l'année sous revue.**

Au total, la contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB s'est située à 0,2 point contre 1,1 point en 2011. En outre, son poids dans le PIB courant a diminué (18,4% en 2012 contre 19,3% en 2011).

Graphique 19.6 : Contribution du secteur secondaire à la croissance économique



La valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 3,3%, sous l'effet notamment d'une croissance vigoureuse des services des postes et télécommunications (6,1%). Cette progression est essentiellement imputable au dynamisme du marché de la téléphonie mobile corroboré par une augmentation soutenue du nombre d'abonnés (+23%) et des volumes de communications émises (+62%). A cet égard, le taux de pénétration de la téléphonie mobile a atteint 94,2% à fin décembre 2012 contre 76,6% un an auparavant⁵⁸. L'internet est également en forte expansion, en liaison avec le développement de l'internet mobile (3G) dont l'effectif des abonnés a plus que doublé en 2012 (cf. ARTP, Rapport 2012).

Par ailleurs, l'embellie observée en 2010 et 2011 au niveau des services financiers s'est poursuivie en 2012 avec une hausse de 10,2% de la valeur ajoutée. Cette évolution est surtout imputable au sous-secteur bancaire qui est marqué par une amélioration des taux de bancarisation, en liaison avec l'élargissement de la clientèle et du réseau bancaire. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a également réduit les taux de prêts au *guichet de prêt marginal et minimum de soumission aux appels d'offres* de 0,25 point, afin de promouvoir un accès plus facile au crédit. En revanche, la production des services d'assurances s'est légèrement contractée en 2012.

La valeur ajoutée du commerce, qui constitue l'activité prépondérante dans le secteur tertiaire (environ 30% du secteur tertiaire), s'est accrue de 3,6% en 2012,

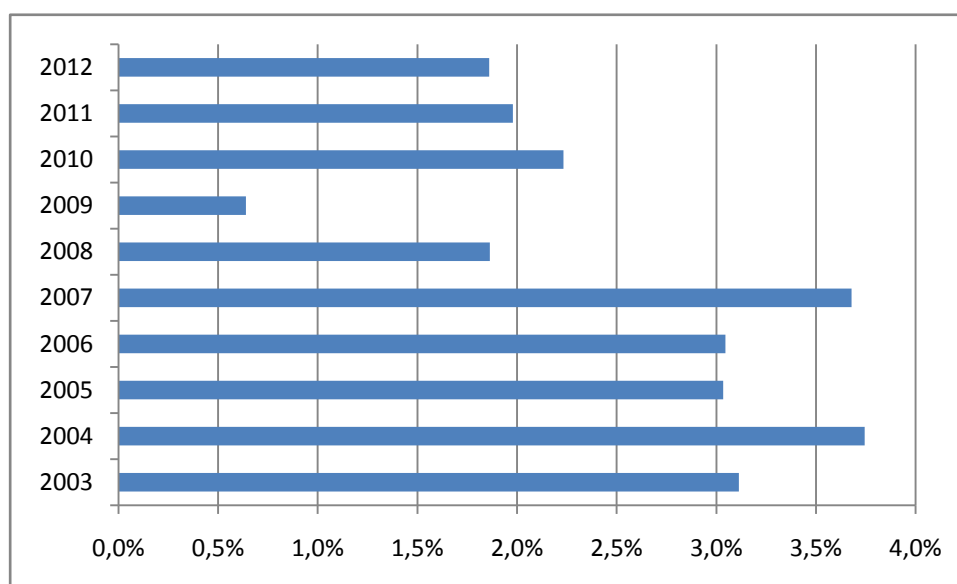
⁵⁸ Agence de Régulation des Postes et Télécommunications (ARTP), *Rapport d'analyse du marché des télécommunications au 31 décembre 2012*.

après 2,5% en 2011). Cette évolution est liée à l'accroissement des marges sur les produits locaux agricoles et pétroliers ainsi que sur les importations de riz décortiqué, de produits chimiques, de machines et matériels de transports.

La croissance du secteur tertiaire a été toutefois limitée par le repli de la valeur ajoutée des services d'hébergement et de restauration (-5,5%) et le ralentissement des activités immobilières (2,6% contre 3,5% en 2011), des services aux entreprises (0,8%, après 4,5% en 2011) ainsi que des services sociaux (2,3% contre 4,7% en 2011).

Compte tenu de son poids dans le PIB à prix réels (plus de 55%), le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 1,9 point à la croissance économique de 2012, après 2,0 points l'année antérieure.

Graphique 19.7 : Contribution du secteur tertiaire à la croissance économique



Quant aux taxes nettes de subventions sur les produits, elles ont quasiment stagné en valeur en passant de 883 milliards FCFA à 885 milliards. En particulier, la hausse de 14,1% de la TVA à l'importation (+35 milliards FCFA) a été amoindrie par le recul de 12,9% de la TVA intérieure (-35 milliards FCFA). Elles ont augmenté de 0,7% en volume et leur contribution à la croissance est évaluée à 0,1 point.

XIX.2.2. L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB sont notamment la Consommation Finale (CF), la Formation Brute de Capitale Fixe (FBCF), les Exportations nettes d'importations et les variations de stock. Durant l'année 2012, la CF en volume a connu un accroissement de 3,2%, contre 1,8% l'année précédente. Ce raffermissement est surtout imputable à la

vigueur de la consommation privée qui a progressé de 3,2% en 2012, après 1,2% en **2011. Cette évolution s'est faite dans un contexte marqué par une inflation contenue** et une progression de 5,4% du revenu national disponible brut.

Les investissements⁵⁹ ont globalement progressé de 1,6% en 2012, après 9,0% **l'année antérieure. Les investissements publics se sont accrus de manière plus** vigoureuse en réalisant un taux de 3,2% en 2012, après leur régression en 2011 qui était consécutive aux ponctions budgétaires ayant affecté certains projets. Toutefois, les investissements privés ont été moins dynamiques (1,1%). Le ralentissement de **l'investissement s'est surtout traduit par un repli des dépenses** de construction et d'équipements.

Les échanges extérieurs en volume ont été caractérisés par une hausse de 7,7% des **importations et un recul de 1,9% des exportations. L'augmentation des importations** entre 2011 et 2012 est essentiellement imputable à celle des produits alimentaires tels que le maïs, le blé, le riz décortiqué, **l'huile de palme ainsi qu'aux** approvisionnements en pétrole brut destiné au raffinage. Les importations massives de céréales ont contribué à résorber le déficit de la production, après le mauvais hivernage enregistré durant la campagne agricole 2011-2012.

Quant aux exportations, elles ont été affectées, entre 2011 et 2012, par le retrait des **ventes à l'extérieur d'acide phosphorique et d'engrais. Globalement, l'instabilité** politique au Mali a eu des répercussions négatives sur les exportations vers ce pays qui fait partie des principaux clients du Sénégal. Toutefois, ce repli a été amoindri **par l'augmentation des exportations d'or. En valeur, les ventes extérieures d'or se** sont chiffrées à 221,6 milliards FCFA en 2012 contre 116,1 milliards FCFA en 2011.

Conclusion

L'année 2012 a été marquée par un bon hivernage qui a permis de relancer la production agricole, après les mauvaises récoltes enregistrées en 2011. Toutefois, celles-ci ont eu des répercussions négatives, en 2012, sur certaines activités du secteur secondaire notamment la transformation de céréales et la fabrication de produits oléagineux. En sus, des difficultés ont été notées dans la *fabrication de produits chimiques* et les BTP qui ont vu leur valeur ajoutée se réduire par rapport à **l'année 2011. A cet égard, le rythme de progression du secteur secondaire s'est** affaibli entre 2011 et 2012. En revanche, le secteur tertiaire, qui représente plus de la moitié du PIB, a progressé quasiment au même rythme que **l'année 2011.**

⁵⁹ Approchés par la FBCF

Du côté de la demande, la relance a été favorisée par le dynamisme de la **consommation finale**. L'**investissement**⁶⁰ a, pour sa part, crû de façon modérée en 2012 et le solde extérieur des biens et services en volume **s'est dégradé**.

Le **niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, s'est accru de 2,3% en 2012 contre 4,2% l'année antérieure**, traduisant une certaine détente sur la hausse des prix.

Globalement, l'analyse des évolutions de l'activité économique montre **qu'en 2012**, en dépit du poids prépondérant du secteur tertiaire, les fluctuations de la croissance économique ont été largement affectées par le **comportement de l'agriculture**. Cette dernière représente environ 40% de la valeur ajoutée du secteur primaire et ses **produits servent d'intrants pour certaines activités du secteur secondaire** (fabrication de produits oléagineux, de sucre, de produits alimentaires céréaliers etc.). En sus, elle concentre une bonne partie de la population active occupée malgré une migration progressive des travailleurs vers le secteur informel urbain (cf. BAfD et al.)⁶¹. A ce titre, une attention particulière devrait être accordée aux activités agricoles compte tenu de leur impact sur le niveau de revenus des ménages ruraux et leurs conditions de vie.

⁶⁰ Approché par la formation brute de capital fixe (FBCF)

⁶¹Cf. BAfD, OCDE, PNUD et CEA (2012), *Perspectives économiques en Afrique*, Sénégal
Analyse thématique : transformation structurelle et ressources naturelles.